ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Quatrième circonscription

PARTI SOCIALISTE

Madame, Mademoiselle, Monsieur.

Au terme d'une campagne électorale qui a pu parfois vous paraître envahissante, voici venu le moment de décider ; allons-nous nous engager dans la voie du changement ou allons-nous connaître pendant cinq ans encore la désillusion des promesses jamais tenues ?

La victoire de la Gauche est possible ; l'union par-delà les divergences répond à une profonde volonté populaire.

Elle est surtout souhaitable !

Notre économie, assise sur la plus insupportable des injustices sociales, se débat dans une crise qu'une multitude de plans contradictoires n'a pas permis de surmonter.

Notre région est elle-même durement touchée : le nombre de chômeurs est critique.

Le Cotentin souffre d'ailleurs de la terrible logique de l'exploitation capitaliste.

Pierre Godefroy a beau s'être forgé depuis vingt ans déjà son image de brave homme, il a pu s'user à courir de mariage en inhumation, il n'en a pas moins soutenu une politique contraire aux intérêts de notre région.

Lui qui prétendait défendre l'exploitation familiale, qu'a-t-il fait ?

Il a permis — la fixation de prix agricoles déraisonnablement bas
— l'octroi d'aides publiques qui favorisent les gros exploitants
— la spéculation foncière qui accroît l'endettement des agriculteurs.

Ce n'est pas nous qui avons approuvé la taxe de coresponsabilité !
Ce n'est pas nous qui avons fixé le seuil de rentabilité à 50 ha. !

Lui qui prétendait œuvrer pour notre circonscription, qu'a-t-il fait ?

Il a permis le démantèlement des services publics (voies ferrées, écoles, bureaux de poste, abattoirs) au nom d'on ne sait quelle "rentabilité" à courte vue.
Il a négligé la création d'emplois et laissé des entreprises disparaître.
Il a négligé les activités culturelles ou de loisirs et mésestimé l'action des associations.

IL A CAUTIONNE AINSI UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE QUI CONSISTE A CONCENTRER LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS DANS LES «METROPOLES D'EQUILIBRE» DE CAEN ET DE RENNES.

UNE POLITIQUE QUI SE NOURRIT DE L'EXODE RURAL !

Lui qui spécule depuis vingt ans sur la façade maritime, qu'a-t-il fait ?

- Il permet l'implantation sur nos côtes de la centrale électro-nucléaire de Flamanville et l'agrandissement de l'usine de retraitement de la Hague.
- Peut-il ignorer qu'il restreint ainsi les chances de l'agriculture, de l'aquaculture ou du tourisme ?
- Peut-il ignorer que la Hague ne possède pas la maîtrise du retraitement et du stockage des nouveaux combustibles irradiés ?
- Peut-il ignorer que la privatisation du cycle du nucléaire s'oppose, par nature, à la sécurité des populations ?

Vous laisserez-vous abuser pendant cinq ans encore par un homme plus habile qu'efficace ?

.../...

Le Parti Socialiste vous propose de rompre avec une politique néfaste et de vous engager dans la voie d'un véritable changement.

Dès le 1er avril un gouvernement de gauche mettra en œuvre une série de mesures indispensables pour réduire les inégalités sociales, mais aussi pour sortir de la crise économique et du chômage :

— Relèvement du SMIC à 2400 F.
— Relèvement du minimum-vieillesse à 1300 F. par mois pour l'ensemble des régimes.
— Augmentation de 50% des allocations familiales en 2 fois.
— Garantie des prix agricoles rémunérant le travail de l'agriculteur et de son épouse par la création d'offices gérés démocratiquement.
— Octroi d'une 5e semaine de congés payés.
— Abaissement de l'âge de la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.
— Réforme de la sécurité sociale après abrogation des ordonnances de 1967.....

Ces mesures sont possibles ; elles sont chiffrées. Elles impliquent la mise en œuvre d'une fiscalité plus juste (impôt sur les fortunes de plus de 2 millions, sur l'actif net des sociétés.....).

Elles impliquent aussi des supports aux petites et moyennes entreprises pour l'équilibre de leurs charges et notamment la réforme des charges sociales.

Mais dès le 1er avril aussi, il faudra engager ce qui sera la grande œuvre de la prochaine législature.

· La nationalisation des neuf plus grands groupes industriels et du crédit permettra d'asseoir une politique industrielle cohérente, d'élargir les droits des travailleurs et de faire avancer l'idée de l'autogestion.

· La décentralisation des pouvoirs et des moyens financiers sera engagée par :
- l'élaboration décentralisée d'un plan régional de développement
- la création d'une banque régionale d'investissement
- la réforme des pouvoirs et des finances communales
- la démocratisation et la décentralisation des SAFER
- l'aide aux associations à but social, culturel ou éducatif... sans discrimination
- la suppression d'une tutelle préfectorale pointilleuse et centralisatrice.

Ainsi pourrons-nous décider ensemble d'implanter les emplois là où sont les hommes et de changer la vie dans nos communes rurales.

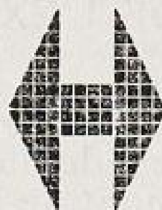
Il est clair que toutes ces mesures vont dans le même sens :

— Rendre à l'état et au gouvernement le pouvoir sur les orientations nationales et la maîtrise de l'économie, qui lui est disputé par les grandes puissances financières.

— Rendre aux citoyens, aux travailleurs et producteurs le pouvoir de décision sur leurs propres vies qui leur est confisqué par un état centralisateur coupé de la réalité populaire.

Il doit être tout aussi clair que les socialistes vous appellent à établir avec eux une société nouvelle, plus libre, plus juste, plus fraternelle, libérée de l'oppression de l'argent et de la course éperdue au profit. Mais cette société nouvelle ne se fera pas en un jour, sans luttes, sans efforts ! Elle ne se fera qu'avec votre adhésion, avec la participation active des hommes et des femmes de notre pays, qui prendront - enfin - entre leurs mains, la maîtrise de leur destinée.







Jacques CARRÉ

Jean LAVILLONNIÈRE
suppléant

Imp. PARIOT Valognes